L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Succursale : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 17 AOUT 1888.

OFFICIEL.

Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane.

Session Régulière de 1888.

No 115.] LOI

Ordonnant que le capital des associations, sociétés et compagnies de constructionnant de *homesteads*, soit toujours de vingt mille dollars au moins ; que le secrétaire et le trésorier de ces associations ou ceux qui agissent en cette double qualité, fournissent un cautionnement avec de bons répondants, pour garantir la fidèle exécution de leurs devoirs ; qu'un état de situation des affaires de chacune des dites associations soit soumis aux actionnaires ; autorisant les dites associations à acheter, améliorer, réparer et construire des immeubles, ainsi qu'à les vendre ; autorisant également ces associations à acheter et à vendre des immeubles ; stipulant que ces marchés mutuels seront valides, même s'ils sont conclus en même temps entre vendeurs et acheteurs ; déclarant, dans ces cas, que les associations susdites ont tous les droits, privilèges et garanties accordés actuellement au vendeur d'une propriété ; autorisant ces actionnaires de ces associations susdites à donner en garantie les quotités par eux payées sur leurs actions ou à payer plus tard pour répondre de dettes dues à la société ; rappelant toutes les lois contraires à la présente.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que le capital de toutes les associations, sociétés ou compagnies de construction connues sous le nom de *Homestead*, telles qu'elles sont en ce moment organisées dans cet Etat, tant celles qui ont déjà été incorporées que celles qui pourront l'être plus tard, en vertu des lois de cet Etat relatives à l'organisation de corporations pour travaux d'améliorations publiques, etc., peut être divisé en actions et payable par quotités, ainsi que le décident leurs chartes respectives. Il est bien entendu qu'aucune association de ce genre ne commencera ses opérations dans cet Etat avant qu'il ait été souscrit au moins $20,000 de capital, et à moins que les quotités à payer ne soient au moins de 25 cents d'action par mois. Il est bien entendu entre autres que ces quotités ne seront pas moins de 25 cents d'action par mois. Il est bien entendu que toute association de homestead faisant en ce moment des affaires avec un capital inférieur à $20,000 devra le porter à ce dernier chiffre, pour se conformer à la loi.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que le secrétaire et trésorier de ces associations susdites ou ceux qui agiront en cette qualité, outre l'un et l'autre ou l'autre au bureau ou lieu d'affaires de ces associations, ou tout autre endroit désigné par les directeurs, devront donner avec des répondants solvables pour un montant que fixera une société ou le conseil de direction, pourvu que ce cautionnement ne soit pas moindre que celui déclaré, pour ses fidèle exécution de leurs devoirs. Les cautionnements ne seront pas jugés suffisants à moins d'être acceptés et approuvés par le Conseil de direction et par le Juge ou l'un des juges de la Cour de District de la paroisse ou de l'Association a son domicile. Les bons seront faits en faveur de l'association ou à laquelle appartiennent lesdits officiers et seront à cautionner l'association, ou celle de ses actionnaires ou de ses ayants droit ou intéressés qui aura droit. Dans la réponse ordinaire que requis résultant du non accomplissement ou de l'accomplissement incomplet de leurs devoirs par les officiers désignés.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Qu'il sera tenu annuellement une réunion générale des actionnaires de chacune des associations susdites et que, à cette réunion, le Conseil de Direction fera connaître officiellement à l'assemblée générale des actionnaires, présents et représentés, l'état de la situation financière de l'association pendant l'année, ainsi qu'un exposé de cet situation financière de l'association à la clôture de l'exercice précédent.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc., Que les associations susdites ne pourront acheter d'un actionnaire ou de toute autre personne, des biens, droits, choses, actions ou autres valeurs, et les vendre, soit directement ou indirectement, ou autres les avoir améliorés, réparés ou y avoir fait, à moins que ces biens, droits, choses, actions ou autres valeurs aient été vendus par vente publique faite par un officier public autorisé à vendre de pareils biens, droits, choses, actions ou autres valeurs, et à moins que ces biens, droits, choses, actions ou autres valeurs n'aient été offerts en vente publique pendant au moins trente jours avant la vente, par affiches placées à la porte du bureau de la cour de district de la paroisse où la vente doit avoir lieu, et à moins que ces biens, droits, choses, actions ou autres valeurs n'aient été vendus pour une somme égale à leur valeur réelle, telle que déterminée par trois experts nommés par le juge de district de la paroisse où la vente doit avoir lieu, lesquels experts devront prêter serment devant le juge de district de la paroisse où la vente doit avoir lieu, qu'ils estimeront impartialement et consciencieusement la valeur réelle des biens, droits, choses, actions ou autres valeurs à être vendus, et à moins que ces biens, droits, choses, actions ou autres valeurs n'aient été vendus pour une somme égale à leur valeur réelle, telle que déterminée par lesdits experts, et à moins que la vente n'ait été faite par le juge de district de la paroisse où la vente doit avoir lieu, ou par un autre juge de district, si le juge de district de la paroisse où la vente doit avoir lieu est intéressé dans la vente ou dans les biens, droits, choses, actions ou autres valeurs à être vendus, ou est parent ou allié à un degré prohibé par la constitution de l'Etat de la Louisiane, de l'une des parties intéressées